



**Conférence des Nations Unies
sur le commerce
et le développement**

Distr. générale
12 janvier 2010
Français
Original: anglais

Conseil du commerce et du développement

Commission du commerce et du développement

**Réunion d'experts pluriannuelle sur les produits
de base et le développement**

Deuxième session

Genève, 24 et 25 mars 2010

Point 3 de l'ordre du jour provisoire

**Évolution des marchés de produits de base et problèmes qui
se posent sur ces marchés: situation actuelle et perspectives**

**Évolution récente des principaux marchés de produits
de base: tendances et contraintes**

Note du secrétariat de la CNUCED

Résumé

L'envolée de la plupart des marchés de produits de base en 2008 a propulsé les prix nominaux de ces produits – et les prix réels des métaux, des minerais et du pétrole brut – à des niveaux historiques à la fin du premier semestre de l'année. Toutefois, au second semestre, les prix se sont effondrés, poursuivant leur baisse durant les trois premiers mois de l'année 2009; ce n'est qu'au début du deuxième trimestre qu'ils ont commencé à se redresser. La présente note d'information a pour but de passer en revue l'évolution des marchés des produits de base depuis l'été 2008, en examinant les tendances à court et à moyen terme, les principaux facteurs influant sur la demande et l'offre – y compris l'évolution de la structure des échanges – dans certains des principaux groupes de produits de base, et les interactions entre les marchés de produits de base et les marchés financiers. Elle expose aussi brièvement quelques-unes des conséquences de cette évolution pour les pays en développement tributaires des produits de base.

I. Introduction

1. La présente note d'information a été établie par le secrétariat de la CNUCED pour faciliter les délibérations de la Réunion d'experts pluriannuelle sur les produits de base et le développement, au titre du point 3 de l'ordre du jour provisoire de sa deuxième session. On y examine l'évolution récente des marchés de produits de base ainsi que la tendance des prix à court et à moyen terme, en soulignant les principaux facteurs qui influent sur la demande et l'offre – y compris l'évolution de la structure des échanges – pour quelques grands groupes de produits (voir chap. II). Le secrétariat de la CNUCED présente aussi brièvement quelques-unes des conséquences de cette évolution pour les pays en développement tributaires de ces produits (voir chap. III). Le chapitre IV propose, pour sa part, quelques remarques de conclusion et soumet aux experts un certain nombre de questions pour les guider dans leurs délibérations.

II. Évolution récente des prix des produits de base

A. Tendances générales

2. Après une période de hausse régulière des prix, amorcée au début des années 2000, les marchés de produits de base ont traversé de graves turbulences en 2008. À l'été 2008, les prix nominaux de certains de ces produits – et les prix réels, s'agissant des métaux, des minerais et du pétrole brut – ont atteint des niveaux historiques. Peu après, les incertitudes économiques et les chocs financiers mondiaux s'intensifiant, ils ont connu une chute brutale, touchant le fond au début de 2009 à cause du fort ralentissement de l'activité économique mondiale. Au cours du premier trimestre de 2009, malgré la poursuite de la récession économique, ils ont commencé à remonter; entre janvier et octobre 2009, l'indice des prix des produits de base hors combustibles de la CNUCED a grimpé de 20 %, tiré par l'augmentation des prix des minéraux, des minerais et des métaux (fig. 1). Toutefois, leur évolution demeure incertaine.

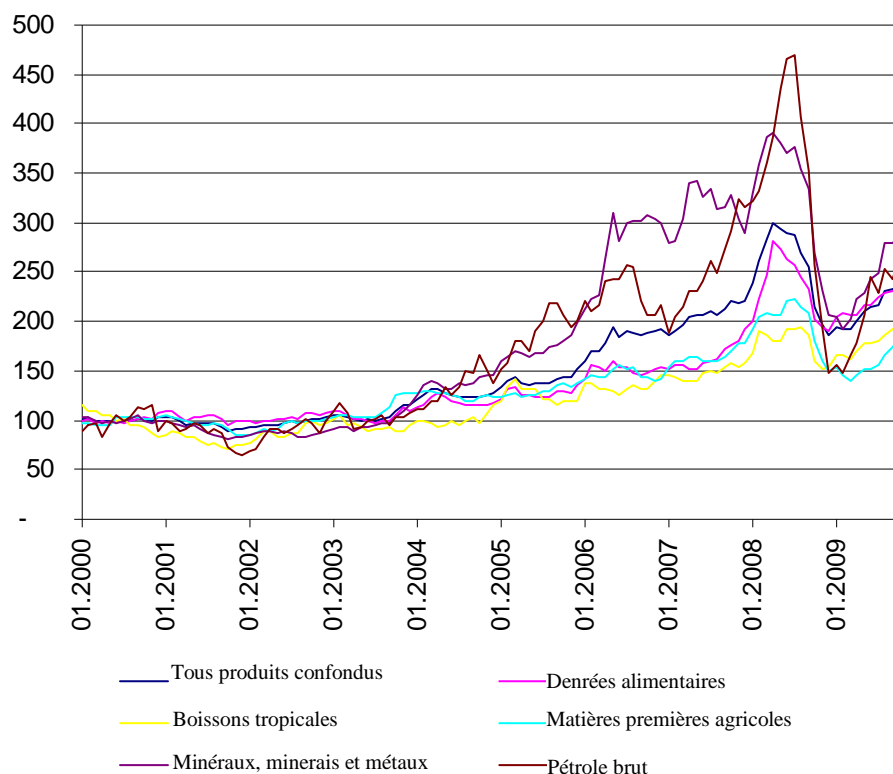
3. Si certains facteurs ont fait sentir leurs effets sur l'ensemble des marchés de produits de base, la dynamique des prix a varié d'un groupe de produits à l'autre. La récession économique mondiale, par exemple, n'a pas touché tous les secteurs de la même manière. Certains, comme le sucre et le café, ont vu la demande augmenter, tandis que d'autres, comme le coton, ont été frappés de plein fouet. De même, les chocs climatiques n'ont pas eu les mêmes répercussions sur tous les groupes de produits de base agricoles.

4. La longue envolée des prix (2002-2008) s'explique en partie par la vigueur et la stabilité de la demande mondiale de produits de base tirée par les pays émergents – notamment la Chine, mais aussi l'Inde – et en partie aussi par une offre en perte de vitesse après deux décennies de sous-investissement. Mais la forte instabilité des prix observée en 2008 ne tient pas aux fondamentaux du marché (c'est-à-dire à des facteurs liés à l'offre et à la demande), puisqu'il n'y a pas eu de modification brutale de l'offre ou de la demande, ni de variation sensible du niveau des stocks au premier semestre de 2008. Ce qu'il y a eu, en revanche, c'est une formidable augmentation du volume des produits dérivés sur produits de base, nouvelle classe d'actifs financiers qui a attiré les investissements de portefeuille à court terme et conduit les prix à s'écarter davantage de leur niveau d'équilibre. On a appelé cet intérêt croissant pour les produits de base en tant que classe d'actifs la «financiarisation des marchés des produits de base», et c'est un facteur relativement nouveau de la formation des prix sur les marchés à terme de ces produits. En 2008, ces marchés ont été très influencés par les réactions des investisseurs

institutionnels face aux incertitudes financières et économiques croissantes. L'augmentation de la valeur notionnelle des produits dérivés sur produits de base a été l'une des causes à l'origine de la hausse des cours; puis, avec la crise, le dénouement rapide des positions prises sur les marchés à terme a accentué la baisse et amplifié les fluctuations des cours¹.

Figure 1

Indice des prix des produits de base exprimés en dollars des États-Unis, janvier 2001-octobre 2009 (2000 = 100)



Source: CNUCED, Statistiques de prix des produits de base.

5. L'augmentation générale des prix des produits de base amorcée au premier trimestre de 2009 est sans doute à mettre au compte d'abord des plans de relance budgétaire adoptés par un certain nombre de pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et quelques pays émergents pour faire face à la crise financière et économique. L'ampleur et l'effet de ces plans varient considérablement; toutefois, certains pays en développement ont consenti un effort sans précédent, ainsi la Chine, qui a débloqué 4 000 milliards de yuans (586 milliards de dollars) en novembre 2008, principalement pour développer ses infrastructures (autoroutes, routes et ponts) et soutenir son industrie manufacturière. La Chine a donc poursuivi ou augmenté ses importations de métaux, de minéraux et, dans une certaine mesure, de produits énergétiques et de céréales. Les importations chinoises de minerai de fer, par exemple, ont atteint le niveau historique de 58,10 millions de tonnes en juillet 2009, soit une augmentation de 46,7 % en année pleine. De même, en juin 2009, ses importations de cuivre affiné se sont montées à 378 943 tonnes, franchissant un nouveau record, en hausse de 398 % par rapport à son record précédent.

¹ Voir CNUCED (2009). *Trade and Development Report 2009*. Publication des Nations Unies, New York et Genève, numéro de vente E.09.II.D.16. Chap. 2.

Elle a également rempli les quatre réservoirs stratégiques de pétrole qu'elle a construits récemment, constituant un stock de quelque 100 millions de barils. S'agissant des céréales, elle a relevé le prix d'achat minimal pour certaines cultures. La constitution de stocks de produits de base dans les réserves stratégiques, menée avec le soutien actif du Gouvernement chinois (et l'appui financier du Bureau des réserves de l'État), a encore renforcé la tendance.

6. Les principales caractéristiques de l'évolution des prix pour les différents secteurs sont brièvement passées en revue dans les sections ci-après.

B. Agriculture

Céréales

7. Au milieu de 2008, les prix des denrées alimentaires de base sur les marchés internationaux ont atteint leur plus haut niveau en trente ans, avant de s'effondrer dans la seconde moitié de l'année et au début de 2009 et de repartir à la hausse au second semestre de 2009, dépassant largement les montants atteints avant 2008. En 2008, en pleine crise alimentaire, les mauvaises récoltes dues aux chocs climatiques enregistrés dans un certain nombre de grandes régions productrices de blé, telle l'Australie, ont exercé une pression supplémentaire sur les prix. De la même manière, le léger recul de la production mondiale de blé à la fin de la campagne agricole 2008/09, imputable à une baisse des récoltes en Europe et aux États-Unis, et que n'a pas compensé le redémarrage de la production dans des pays tels que l'Argentine et la République islamique d'Iran, a contribué à provoquer (et à soutenir) la hausse des prix.

8. Le cas du maïs est un peu différent de celui du blé. En raison des conditions climatiques exceptionnelles qu'ont connues les principaux pays producteurs – malgré la sécheresse en Argentine et en Chine –, le monde, en 2009, a enregistré sa deuxième plus grosse récolte de l'histoire, après les chiffres records de l'année précédente. Si, dans un premier temps, les prix ont augmenté, probablement par crainte des effets sur l'offre de la sécheresse en Argentine et en Chine, cette augmentation a été de courte durée car le ralentissement de l'activité économique mondiale a entraîné une baisse de la demande de viande et, par conséquent, de la demande de maïs pour l'alimentation animale. En outre, la baisse des prix du pétrole a mis un frein à l'utilisation croissante du maïs pour la production d'éthanol en 2008/09. Toutefois, selon les estimations pour 2009/10, la demande accrue de biocombustibles pourrait faire remonter les prix².

9. En 2009, de nombreux pays asiatiques producteurs de riz, dont l'Inde, le Pakistan, la République de Corée, la province chinoise de Taïwan et la Thaïlande, ont aussi bénéficié de ces conditions climatiques exceptionnelles. Comme la récolte de maïs, la récolte de riz devait frôler les records de 2008. Or, malgré ces prévisions, les prix du riz ont fluctué tout au long de l'année 2009, mais à un niveau supérieur à celui d'avant 2008, à cause surtout du prix élevé du transport qui est reflété dans le prix du riz importé.

² Pour un examen plus approfondi de la relation existant entre prix des denrées alimentaires et énergie, voir le document publié par la CNUCED sous la cote TD/B/C.I/MEM.2/8 et intitulé «La future panoplie énergétique et les énergies renouvelables: incidences sur la sécurité énergétique et la sécurité alimentaire».

Sucre

10. En raison des conditions météorologiques défavorables qui ont sévi dans la plupart des grands pays producteurs de sucre, tels le Brésil, la Chine, la Fédération de Russie, l'Inde et le Mexique, les spécialistes ont prévu une diminution de la production pendant la campagne agricole 2008/09. Outre les facteurs climatiques, la faiblesse de la production témoigne du sous-investissement qui continue de caractériser un secteur pénalisé par les prix déprimés pratiqués sur les marchés internationaux. Cela étant, à la suite d'une augmentation de la demande, le sucre a été le produit de base autre que les métaux à afficher les meilleurs résultats, ses prix ayant atteint leur plus haut niveau depuis 1980.

Boissons tropicales

11. L'évolution des prix des boissons tropicales n'a pas été homogène (fig. 2). D'une part, malgré la récession économique et l'insuffisance sans précédent des stocks, l'augmentation régulière de la consommation mondiale de café a permis à ce produit de poursuivre son ascension en 2009, même si certaines projections anticipent à un prochain retournement des prix. D'autre part, les prix du cacao ont fléchi au premier trimestre de 2009, avant de se redresser en juin. Les projections de pertes de récoltes, dues en partie au phénomène El Niño, devraient contribuer à soutenir les prix à court terme.

12. Contrairement à la plupart des produits de base et après le recul des prix qui a caractérisé le second semestre de 2008, les prix du thé sont remontés pendant les dix premiers mois de 2009 pour atteindre des niveaux historiques. Cette hausse est due principalement aux mauvaises conditions climatiques conjuguées à la demande soutenue de thés de qualité supérieure en Fédération de Russie et au Moyen-Orient. Les désordres politiques survenus dans certains des grands pays exportateurs (au Kenya, par exemple) et la hausse sensible des prix des engrais ont aussi contribué à la pénurie des approvisionnements.

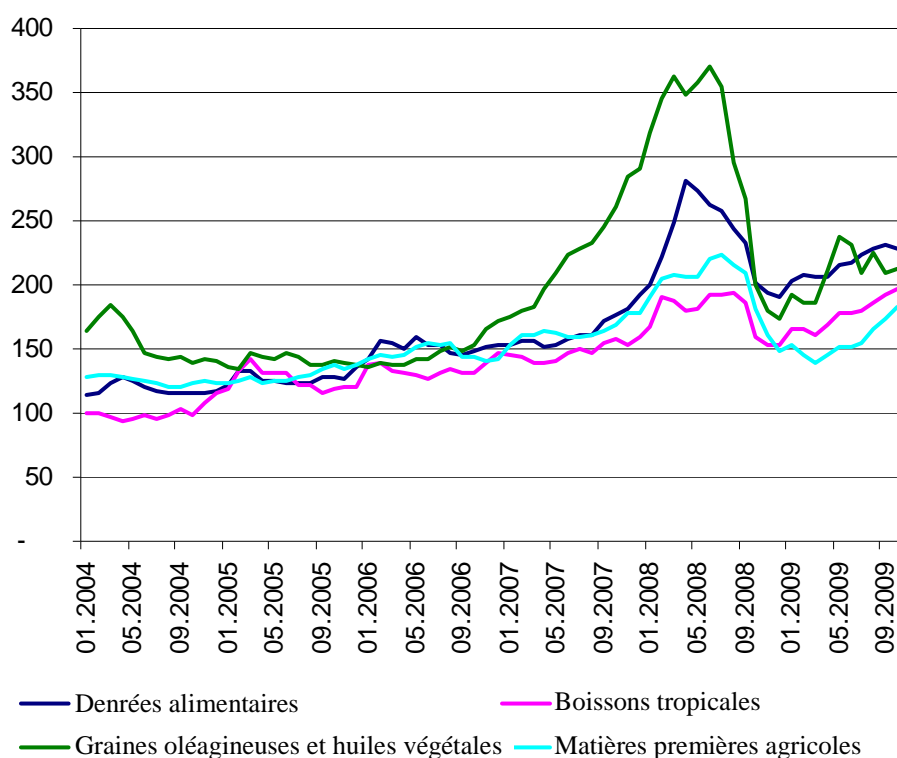
Matières premières agricoles

13. En plus des problèmes classiques, comme les déséquilibres du système commercial international et les contraintes structurelles communes à de nombreux pays à faible revenu qui sont tributaires des produits de base, le secteur du coton a accusé le coup de la récession économique mondiale. En 2009, la crise s'est aggravée dans ce secteur, en raison d'une baisse annuelle de la consommation considérée comme la plus forte jamais enregistrée. D'autres secteurs, tel celui du caoutchouc, ont reculé au premier trimestre de 2009, avant de retrouver leur niveau de 2006 sur les deux trimestres suivants. Le recul des prix a été attribué à un tassement de la demande dans l'industrie automobile, mais l'accroissement de la demande chinoise et l'évolution des cours du pétrole brut ont ensuite permis aux prix de se redresser (fig. 2).

Graines oléagineuses et huiles végétales

14. Après un fléchissement au premier trimestre de 2009, les prix des graines de soja et de l'huile de soja sont remontés aux deuxième et troisième trimestres. Cette hausse s'explique principalement par les pertes de récoltes dues à la grave sécheresse qui frappe les pays producteurs d'Amérique du Sud, telle l'Argentine, conjuguées à une augmentation de la demande chinoise. Selon les prévisionnistes, le phénomène El Niño provoquera une baisse des approvisionnements en Asie du Sud-Est, qui devrait maintenir la hausse des prix (fig. 2).

Figure 2
Indice des prix des produits de base agricoles, exprimés en dollars courants des États-Unis, janvier 2004-octobre 2009 (2000 = 100)



Source: CNUCED, Statistiques des prix des produits de base.

C. Énergie

15. Le baril de pétrole brut est passé de 10 dollars environ en 1999 à 150 dollars à l'été 2008 (soit moins d'une décennie plus tard), pour retomber à une trentaine de dollars à la fin de l'année 2008. Le cours est resté à ce niveau durant le premier trimestre de 2009, avant de se redresser progressivement vers la fin de l'année 2009 et de s'établir à un prix variant entre 70 et 80 dollars le baril (fig. 3).

16. La plongée des cours du pétrole par rapport aux sommets atteints en juillet 2008 résulte d'un ensemble de facteurs: dénouement de positions spéculatives (à l'instar de ce qui s'est passé avec les produits de base agricoles), spectaculaire contraction de la demande due à la crise économique et assèchement du crédit consécutif à l'effondrement financier. La forte diminution des volumes échangés a aussi entraîné des annulations de contrats de fret et une baisse de la demande de tonnage pour le transport de pétrole brut et de produits pétroliers raffinés, qui, à leur tour, ont provoqué un net recul des indices spécialisés du Baltic Exchange (Baltic Dirty Tanker Index et Baltic Clean Tanker Index), indice des prix du fret pétrolier pratiqués sur 40 routes de transport maritimes à travers le monde.

17. Malgré le redressement des cours du pétrole brut durant l'année 2009, les prix à court terme resteront probablement au-dessous du seuil des 100 dollars à cause de l'interaction entre les problèmes liés à l'offre et ceux liés à la demande qui influe sur les possibilités en matière d'accroissement de la production. Une des principales raisons à l'origine de la hausse considérable, bien que partielle, des prix en 2009 a été le rapide redémarrage de la demande chinoise et indienne, qui, dans une large mesure, a compensé le

recul de la demande dans les pays de l'OCDE. Les prévisions d'augmentation de la demande consécutives à la légère reprise de l'activité économique mondiale, conjuguées à une baisse de l'offre due à l'annulation ou au report de quelques grands projets d'investissement, pourraient exercer une nouvelle pression à la hausse sur les prix. Cela étant, l'incertitude qui règne quant au futur environnement réglementaire des marchés organisés et des marchés de gré à gré traitant les produits pétroliers brouille les prévisions de prix qui dépendent également de l'intensité pétrolière de la reprise de l'activité. Les conditions financières, et en particulier l'accès au crédit après la crise financière, détermineront sans doute aussi le rythme des investissements dans le secteur pétrolier et les autres branches du secteur des hydrocarbures et, par conséquent, les capacités d'offre, dans les années à venir.

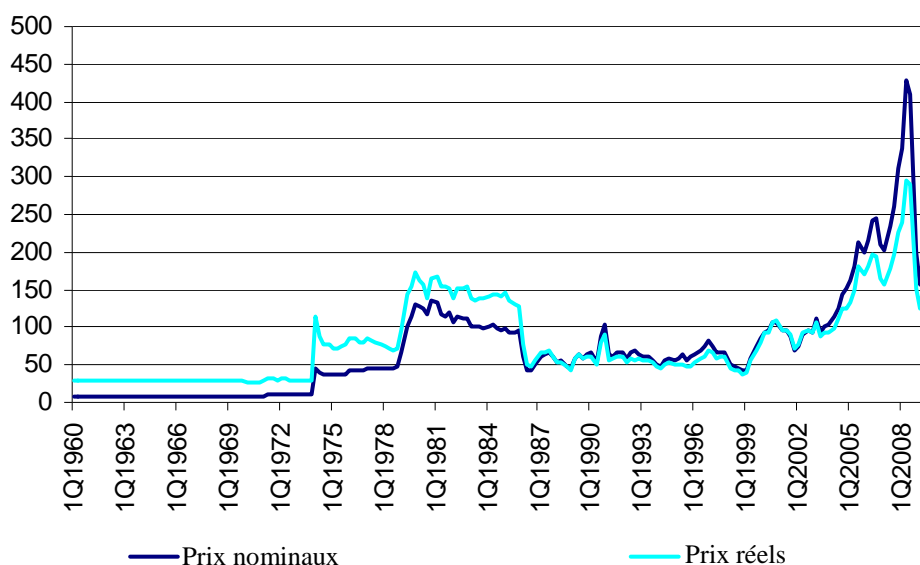
18. Parallèlement, d'immenses gisements ont été découverts dans plusieurs pays clefs, tels l'Angola, le Brésil et le Congo, et d'autres, plus modestes, dans des pays comme le Cameroun, le Ghana, le Kenya et le Viet Nam; la capacité de production du Kazakhstan a augmenté et il existe de nouvelles perspectives d'investissement pour les sociétés pétrolières étrangères et nationales dans des pays comme l'Algérie et l'Iraq. Selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), la demande mondiale de pétrole pour 2009 devrait baisser, en année pleine, à 84,9 millions de barils/jour (-1,4 million de barils/jour)³, et pourrait remonter à 86,3 millions de barils/jour en 2010. Pour répondre à la demande, la production de pétrole hors OPEP devrait se monter à 51,3 millions de barils/jour en 2009, puis, selon les projections, progresser pour atteindre 51,6 millions de barils/jour en 2010. De la même manière, la production de pétrole des pays de l'OPEP devrait, selon les estimations, augmenter légèrement de 28,7 millions de barils/jour en 2009 à 29 millions de barils/jour en 2010. Les scénarios concernant l'offre et la demande de pétrole, et donc les prix, dépendent aussi des stocks, principalement dans les pays importateurs, et des capacités disponibles des pays de l'OPEP et des pays producteurs hors OPEP (les premiers ayant des capacités plus importantes) et du niveau de concurrence et de coopération entre exportateurs et importateurs⁴.

19. Les prix du charbon et du gaz ont suivi une évolution semblable à celle du pétrole brut. Certains importateurs de gaz ont été vivement préoccupés par leur dépendance stratégique à l'égard de producteurs clefs, ainsi l'Union européenne (UE) vis-à-vis de la Fédération de Russie. Mais ces inquiétudes pourraient se révéler sans fondement cette année, puisqu'en 2009 la consommation mondiale de gaz devrait diminuer de 3 % en année pleine. Toutefois, le niveau futur des prix du gaz risque fort de dépendre de la capacité des nouvelles alliances conclues entre certains des principaux pays producteurs de gaz à suivre l'exemple de l'OPEP – par exemple, le Forum des pays exportateurs de gaz, établi à Téhéran en 2001 et officialisé à Moscou en 2008. En ce qui concerne le charbon, les préoccupations environnementales qu'il continue de susciter pourraient bientôt avoir des incidences importantes sur les conditions du marché. Toutefois, elles dépendront de la conclusion ou non d'un accord juridiquement contraignant sur les niveaux d'émission après la conférence de Copenhague sur le climat.

³ 1 million de barils/jour équivaut à 50 millions de tonnes par an.

⁴ Agence internationale de l'énergie (2009). IEA Oil Market Report. 11 décembre. <http://www.iea.org>.

Figure 3
**Prix du pétrole brut (indice des prix nominaux et réels),
 premier trimestre 1960-deuxième trimestre 2009**



Source: CNUCED, Statistiques des prix des produits de base.

D. Métaux et minéraux

20. Les prix records, les bénéfices nets et les plans d'expansion minière ambitieux du premier semestre de 2008 pour la plupart des minéraux et des métaux ont soudain cédé devant la détérioration des prix (fig. 4), les baisses de production et la fermeture de mines au dernier trimestre de 2008 et au premier semestre de 2009. Au milieu de l'année 2009, les prix des métaux et des minéraux ont commencé à montrer des signes de redressement dont il est toutefois difficile de garantir qu'il se poursuivra. En ces temps incertains, la consolidation demeure une solution séduisante pour de nombreuses sociétés minières. Les négociations exclusives conduites à la fin de novembre 2009 entre Rio Tinto et Iron Ore Holdings à propos du gisement d'Iron Valley détenu par cette dernière en Australie occidentale, et la récente acquisition de la société minière australienne OZ Minerals, deuxième producteur mondial de zinc, par CMN, filiale de la société chinoise Minmetals, illustrent bien cet engouement pour les fusions qui pourraient bien exercer une pression à la hausse sur les prix.

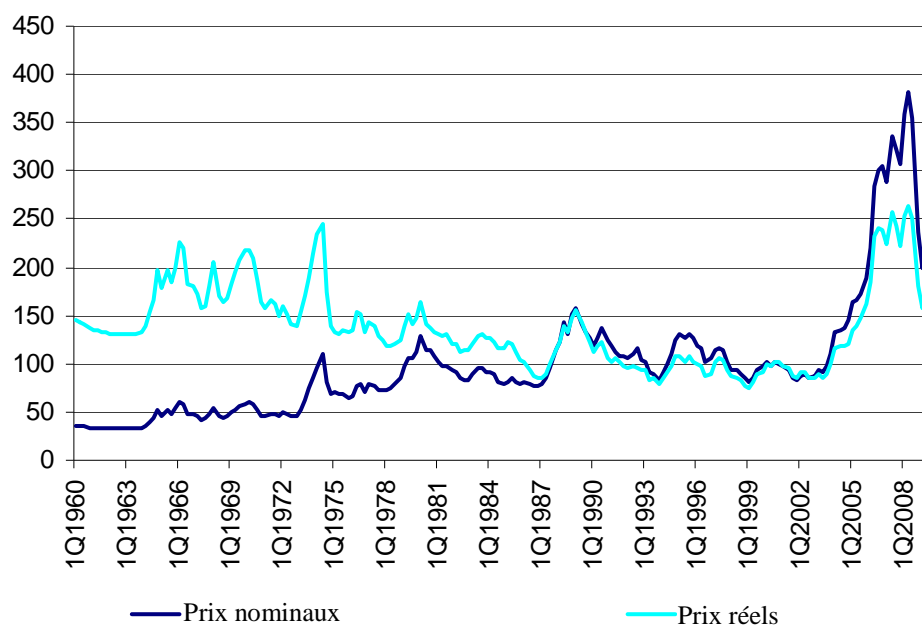
Aluminium

21. Dans le courant des mois de janvier et février 2009, les prix de l'aluminium ont chuté de près de 6 %, en raison d'une contraction de la demande et de l'augmentation des stocks internationaux qui en est résultée (les stocks d'aluminium de la Bourse des métaux de Londres (BML) ont bondi de 18 %). En début d'année, le marché de l'aluminium était fortement saturé à cause du ralentissement de l'activité économique mondiale. Durant le premier semestre de 2009, le taux d'utilisation des capacités de production d'aluminium a reculé de 7,5 % par rapport à la même période en 2008. L'augmentation de la production enregistrée entre février et juillet 2009 est principalement due à la forte demande de la Chine qui s'est lancée dans la constitution de stocks et non à la baisse des volumes d'aluminium accumulés dans les entrepôts des marchés internationaux de métaux (les stocks de la BML ont quasiment doublé entre janvier et octobre 2009). Les prix de

l'aluminium ont fini par rebondir d'environ 16 % en juillet et en août 2009, principalement à cause des importantes quantités de métal nécessaires pour honorer des contrats qui avaient été conclus antérieurement. Malgré les premiers frémissements de la reprise économique observés au deuxième trimestre de 2009, les fondamentaux du marché de l'aluminium restent fragiles, la production annuelle pour 2009 devant se situer aux alentours de 23,35 millions de tonnes (soit près de 10 % de moins qu'en 2008).

Figure 4

**Minéraux, minerais et métaux (indice des prix nominaux et réels)
premier trimestre 1960-deuxième trimestre 2009**



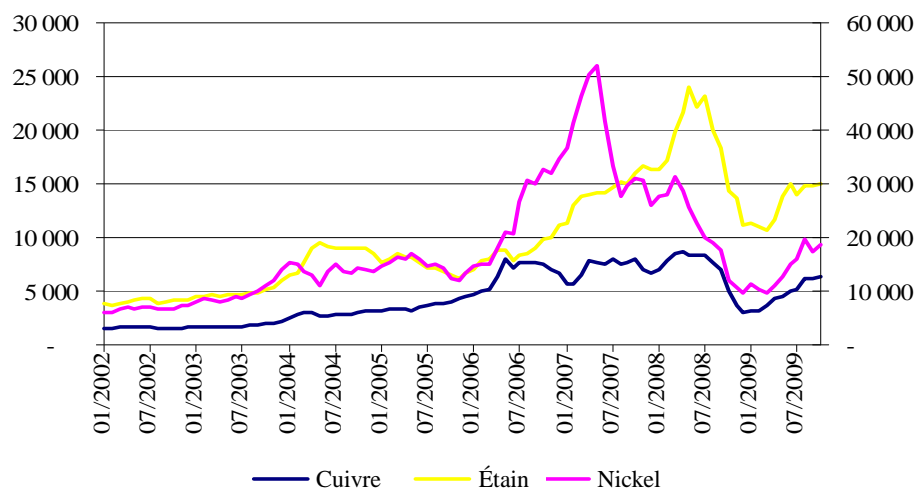
Source: CNUCED, Statistiques des prix des produits de base.

Cuivre

22. Durant le premier trimestre de 2009, les prix du cuivre ont aussi été pénalisés par les conditions économiques mondiales défavorables (fig. 5), ce qui s'est traduit par une contraction de la demande, une réduction de la production et la fermeture de mines et de raffineries, ainsi que par le report et, dans certains cas, l'annulation de nouveaux projets. Sur le plan de l'offre, la production de cuivre devait augmenter de 3 % en 2009, à 15,9 millions de tonnes, mais celle de cuivre affiné devait diminuer en raison d'une baisse de la capacité d'exploitation des raffineries (qui se situe actuellement à 77 %, son niveau le plus bas depuis 1989). Avec la crise financière et économique, la demande qui émanait régulièrement du Japon, de l'UE et des États-Unis devrait fortement diminuer (-44 % pour le Japon, et -25 % pour l'UE-15 et les États-Unis). Cela étant, la croissance des importations nettes de la Chine, qui, s'agissant des métaux affinés, devrait plus que doubler en 2009 (selon les estimations du Groupe d'étude international du cuivre), devrait avoir un effet de compensation sur les prix. Les cours du cuivre ont plongé à la fin de 2008 pour approcher les 2 700 dollars la tonne, mais se sont très fortement appréciés au second semestre de 2009, s'établissant à 7 000 dollars la tonne à la fin du mois de novembre. La production mondiale de cuivre devrait augmenter en 2010, avec l'ouverture de nouveaux sites de production, tels le nouveau quartier d'exploitation ouvert par Xstrata à El Teniente (100 000 tonnes de capacité annuelle) au Chili et le projet d'exploitation souterraine de

Vedanta à Konkola (150 000 tonnes) en Zambie. Ces projets pousseront sans doute les prix à la baisse dans le contexte de la crise financière et économique qui se poursuit.

Figure 5
**Prix du cuivre, de l'étain et du nickel (dollars É.-U./tonne),
janvier 2002-octobre 2009**



Source: CNUCED, Statistiques des prix des produits de base.

Nickel

23. Avec l'explosion des prix du nickel en 2006 et 2007, qui ont dépassé les 50 000 dollars la tonne à la fin du premier semestre 2007 (fig. 5), les producteurs d'acier inoxydable se sont tournés vers d'autres métaux de base moins coûteux pour le remplacer, tels le manganèse; de plus, la demande s'est encore contractée sous l'effet de la crise. La consommation de nickel dans l'UE devait reculer de 7,9 % en 2008 et 2009, et de 9,7 % et 16,2 % aux États-Unis et au Japon, respectivement⁵. Depuis les sommets atteints en 2007, les prix n'ont cessé de baisser, et la production devrait continuer de chuter en raison de la diminution de l'activité, de la fermeture de mines, ou de reports et d'annulations temporaires ou définitives d'opérations minières et d'opérations de raffinage dans le monde entier. Pourtant, le formidable plan de relance chinois de 586 milliards de dollars mentionné plus haut a contribué à soutenir et même à faire remonter les prix en 2009. Selon le Groupe d'étude internationale du nickel⁶, les importations chinoises de nickel affiné ont augmenté d'environ 79 % au premier semestre de 2009. Après une période creuse où les prix sont descendus au-dessous de 10 000 dollars la tonne, le nickel s'est légèrement redressé au premier trimestre de 2009, puis plus vigoureusement au milieu de l'année, pour se stabiliser autour de 17 000 dollars la tonne en novembre 2009. À la fin de l'année, les perspectives sur le marché du nickel semblaient incertaines, compte tenu notamment des stocks s'élevant à 132 661 tonnes en novembre 2009, leur niveau le plus haut en quatorze ans.

⁵ Pariser H. et Bhar R. Nickel price volatility. Alloy Metals and Steel Market Research. Xanten, Allemagne.

⁶ Groupe d'étude internationale du nickel. The ongoing economic crisis and nickel. *INSG Insight*. n° 8.

Plomb

24. Depuis le début de 2009, le marché du plomb a été déterminé par les mêmes facteurs que les autres marchés de métaux. La production mondiale de plomb devrait baisser de 0,4 % en 2009, principalement en raison du ralentissement de l'activité économique, tandis que la production de plomb affiné devrait augmenter de 2,2 %. La demande mondiale de plomb affiné devrait aussi augmenter, tirée surtout par la forte hausse de la consommation chinoise qui, selon les estimations, progresserait de 26 %. L'offre excédentaire – 153 500 tonnes environ en 2009 – pourrait venir gonfler les stocks de la BML. Entre janvier et fin novembre, les quantités de plomb stockées dans ses entrepôts ont augmenté de 177 %.

Étain

25. Le marché de l'étain a suivi la même évolution que les autres métaux non ferreux (fig. 5). Le redémarrage possible de l'activité minière en Indonésie (arrêtée en août 2009 par le Gouvernement) et l'augmentation de la capacité de production dans l'État plurinational de Bolivie et au Pérou devraient entraîner une hausse prochaine de la production d'étain. Les fluctuations du dollar des États-Unis influent aussi sur l'évolution du prix, les positions spéculatives restant un facteur de marché important pour les métaux communs.

Zinc

26. Démarrant à 1 112 dollars la tonne durant les deux premiers mois de 2009, le zinc a vu son prix opérer une spectaculaire remontée à la fin du mois d'août 2009, pour atteindre 2 072 dollars la tonne en octobre. Certaines mines et certaines fonderies ont été fermées provisoirement ou définitivement à travers le monde au premier trimestre 2009. La production mondiale pour l'année devrait donc reculer en ce qui concerne tant le minerai et les concentrés (-5,5 %) que le métal affiné (-5,8 %). La crise économique mondiale a aussi eu des répercussions sur la consommation mondiale de zinc affiné, qui devrait chuter en 2009 (+9,5 %), malgré l'explosion de la consommation (+15,4 %) et des importations nettes chinoises (+596 %). Les stocks de la BML ont encore augmenté durant les huit premiers mois de 2009, atteignant plus de 455 275 tonnes à la fin du mois de novembre 2009, soit 1,8 fois leur niveau de début d'année et leur plus haut niveau depuis décembre 2005. À ce moment-là, le marché était assez équilibré. Toutefois, la baisse des stocks observée en fin d'année et qui devrait se poursuivre dans le court terme, pourrait entraîner une légère hausse des prix.

Minerai de fer

27. Traditionnellement, les cours du minerai de fer se négocient entre les trois principales sociétés productrices (Vale, BHP et Rio Tinto) et l'industrie sidérurgique – principalement chinoise, qui absorbe environ la moitié des importations mondiales du minerai de fer, mais aussi japonaise et coréenne, autres grands consommateurs. Les premiers contrats conclus entre ces acteurs déterminent le prix pour l'année entière. Toutefois, la situation a été un peu plus compliquée en 2009, car ce prix a été plus long à fixer. La Chine n'a tenu aucun compte de l'accord de réduction de prix du minerai de fer conclu entre l'Australien Rio Tinto et les entreprises sidérurgiques japonaises et coréennes, ignorant le contrat à long terme qui avait été passé et préférant s'approvisionner sur le marché du disponible. Cela dit, les relations entre Rio Tinto et la Chine peuvent être considérées comme déterminantes dans l'évolution des prix du minerai de fer.

Or

28. Indépendamment de la fluctuation mensuelle des cours, l'or a atteint des sommets historiques au long des trois dernières années, avec un prix moyen de 941,43 dollars l'once en 2009. Cela s'explique principalement par le fait que l'or est une valeur refuge en période d'incertitude économique et de défiance vis-à-vis du dollar des États-Unis. Selon les chiffres du World Gold Council, les investissements pour lesquels on dispose de données (lingots et pièces) ont augmenté de 154 % au premier semestre de 2009 par rapport à la même période de l'année précédente. D'autres produits d'investissement, tels les fonds indiciels cotés et d'autres produits similaires, ont atteint des records au premier trimestre de 2009 (+540 % par rapport au premier trimestre de 2008), avant de revenir à des niveaux plus raisonnables au deuxième trimestre. Les fondamentaux du marché peuvent être considérés comme équilibrés, la demande d'or de la part de la joaillerie ayant baissé (-22 % au premier semestre de 2009) en raison de la tourmente économique générale et du niveau élevé des prix de l'or. À cela, une seule exception, la Chine continentale où la demande de bijoux en or a augmenté de 6 % pendant cette période. La demande du secteur industriel a chuté de 26 % durant la première moitié de 2009. En ce qui concerne l'offre, la production minière a légèrement augmenté au premier semestre de 2009. Avec les achats d'or par les banques centrales, en particulier dans les pays émergents, et l'intérêt soutenu pour les fonds indiciels cotés adossés à l'or, le prix de ce produit est resté élevé au dernier trimestre de 2009. Rien ne devrait changer au premier trimestre de 2010.

29. Malgré l'évolution positive affichée en 2009, les perspectives pour 2010 restent plutôt incertaines en ce qui concerne les métaux et les minéraux communs. Un rétablissement progressif de l'économie mondiale contribuera à faire augmenter les prix de ce groupe de produits, mais à un rythme plus lent. La baisse sensible des importations chinoises enregistrées en août se fera sans doute sentir sur l'équilibre annuel de l'offre et de la demande globale, donnant à penser que la vigueur de la hausse des prix des métaux et des minerais devrait dépendre de la vigueur du redressement économique dans les pays émergents dans l'année à venir, en particulier en Chine, et de ses effets sur l'activité économique du reste du monde.

III. Quelques-unes des incidences de l'évolution récente du secteur des produits de base

A. Instabilité des prix des produits de base

30. Les prix des produits de base ont toujours été sujets à une alternance de hausses et de baisses, même dans une tendance stable, voire de baisse à long terme. La modification des facteurs qui influent sur l'offre et la demande reste un élément d'explication fondamental des mouvements des prix à moyen et à long terme. Toutefois, ces dernières années, l'étroite relation qui s'est établie entre les marchés de produits de base et les marchés financiers semble avoir sensiblement accentué l'instabilité des prix. De nouveaux acteurs, dont les fonds spéculatifs, et de nouveaux instruments financiers, dont les instruments indexés sur les produits de base négociés en bourse et les instruments dérivés sur produits de base, ont modifié le cours des marchés, par l'influence qu'ils exercent sur les prix à travers les positions spéculatives, les opérations d'arbitrage, les comportements grégaires, la recherche de placements sûrs et tout une série d'autres comportements propres aux marchés financiers. S'il est souvent difficile de distinguer les forces traditionnelles du marché des facteurs financiers, la plupart des observateurs s'accordent à reconnaître que les fondamentaux n'expliquent pas le spectaculaire enchaînement de hausses et de baisses des prix des produits de base constaté ces dernières années.

31. Bien qu'elle soit caractéristique des marchés de produits de base, l'instabilité des prix, lorsqu'elle est forte, pénalise tout à la fois les pays en développement qui exportent ces produits comme ceux qui les importent. En effet, des prix très instables ont un grave effet de distorsion sur le processus de développement. D'une part, ils faussent les prévisions faites par les pays exportateurs concernant la création et la répartition de la rente, entraînant des effets particulièrement préjudiciables pour la planification de l'investissement et la modernisation technologique. D'autre part, les pays importateurs nets de produits de base ont les plus grandes difficultés à faire les réserves de devises nécessaires pour régler leurs factures d'importation.

B. Le système commercial international

32. Aujourd'hui encore, nombreux sont les pays pauvres qui luttent pour faire entendre leurs préoccupations en matière de développement dans le système commercial multilatéral. Il existe encore un certain nombre de distorsions du marché et d'obstacles à l'accès aux marchés, dont les obstacles tarifaires et non tarifaires, comme les normes techniques et les règlements sanitaires excessivement rigoureux, la progressivité des droits et les subventions à l'exportation, appliqués par les pays développés. À cause du retard pris pour mener à bonne fin le programme de travail de Doha, aucun accord n'a été conclu sur la plupart de ces distorsions, ni sur la question des fonds nécessaires pour fournir l'assistance technique aux activités commerciales et liées au commerce prévue dans le cadre de l'initiative d'aide au commerce.

33. Depuis deux ans, la «financiarisation» des marchés internationaux de produits de base a eu davantage d'impact sur la structure des échanges que les autres forces du marché, accentuant les fluctuations des prix des produits de base agricoles, des produits énergétiques, des métaux, des minéraux et des minerais. Ce phénomène est dû au fait que les fonds indiciels adossés aux produits de base sont des fonds composites constitués de contrats à terme portant sur différents types de produits – produits agricoles, pétroliers, minéraux et métaux. Ainsi, des mouvements de prix sur les métaux peuvent déclencher la vente d'un contrat, indépendamment des fondamentaux de l'offre et de la demande sur les marchés de produits de base agricoles par exemple, accentuant l'instabilité des prix. Ces pratiques soulèvent inévitablement la question de savoir comment restreindre l'influence des investisseurs financiers sur les prix, sans nuire au rôle qu'ils jouent dans leur établissement.

C. La «malédiction» des richesses naturelles

34. La «malédiction» qui pèse sur les pays dotés de ressources naturelles et qui fait qu'une forte dépendance à l'égard des recettes d'exportation provenant des industries extractives nuit à la croissance économique, creuse les inégalités et, dans certaines circonstances, conduit à l'instabilité politique, reste une préoccupation pour ces pays. La faiblesse des taux de croissance est liée au secteur extractif à cause de la forte instabilité des recettes provenant des ressources naturelles, de la difficulté de les absorber et de les gérer et des problèmes qu'elle crée – à travers la distorsion des taux de change – pour le développement d'autres secteurs productifs, en particulier des secteurs qui pourraient créer de nombreux emplois non qualifiés dans l'économie formelle.

35. Toutefois, l'analyse pratique approfondie de ce phénomène se heurte à l'insuffisance des données et à la difficulté de déterminer ses causes. Pourtant, comme l'avait indiqué le secrétariat de la CNUCED dans la note d'information qu'il avait publiée en 2009, les

exemples abondent de pays en développement qui ont su profiter de leurs ressources naturelles pour multiplier leurs perspectives de croissance⁷; le succès de ces initiatives dépend de la gestion qui est faite de la rente issue de l'exploitation des ressources naturelles.

Pour ce faire, il est essentiel de disposer d'une marge d'action adéquate. Les mesures budgétaires – mesures fiscales et dépenses publiques – sont les principaux instruments aux mains des gouvernements pour accroître la part de bénéfices revenant au secteur public, y compris lors des négociations avec les grandes sociétés transnationales. Mais il faut aussi disposer de systèmes de gestion des fonds publics qui soient à la fois solides et transparents si l'on veut partager plus largement les bénéfices provenant de l'activité des industries extractives. De même, il est essentiel d'être doté de règlements juridiques, notamment pour encadrer l'élaboration, l'application et le suivi des contrats avec les grandes entreprises minières transnationales.

36. Malgré la pléthore d'initiatives destinées à améliorer la gouvernance dans les pays tributaires des ressources minérales, l'Indicateur de perception de la corruption 2009 publié par Transparency International montre que la situation n'a guère évolué depuis 2004, lorsque 10 des 15 pays les plus fortement dépendants du pétrole figuraient tous dans le dernier tiers du classement. Pire encore, selon des études réalisées par la Commission économique pour l'Europe de l'ONU et le Programme des Nations Unies pour l'environnement⁸, l'Afrique subsaharienne est la seule région qui souffre de cette «malédiction», qualifiée à ce titre de «spécificité subsaharienne». Cette spécificité tient principalement à la médiocrité des institutions des pays concernés. Il faut sans délai analyser les causes de ces faiblesses institutionnelles et leurs liens avec la «malédiction» qui pèse sur ces pays.

D. Changements climatiques

37. L'interdépendance existant entre changements climatiques et agriculture fait ressortir la difficulté de concevoir des mesures d'atténuation et d'adaptation appropriées, malgré l'urgence de la situation. Les conséquences à court et à moyen terme des changements climatiques sur l'agriculture mondiale sont encore mal connues. Le réchauffement de la planète a certes des effets différents selon les régions, mais l'agriculture et le secteur forestier des pays en développement, partout dans le monde, sont particulièrement vulnérables aux modifications climatiques, puisqu'une variation du niveau des températures et des précipitations – ainsi que les chocs climatiques –, même légère, suffit à perturber les cycles de végétation et les rendements. Parmi les pays les moins avancés, beaucoup sont situés dans les régions tropicales ou sous-tropicales ou dans les zones semi-désertiques qui sont exposées au risque de pénurie d'eau. Les moyens d'existence des populations qui dépendent de l'agriculture et du secteur forestier sont déjà menacés par la pénurie d'eau douce dans 40 % des régions rurales du monde, dit-on, et le danger accru que représentent les changements climatiques leur font courir le risque de dommages bien plus importants. Si l'on se base sur les tendances actuelles, une étude citée

⁷ Pour un examen détaillé de ces questions, voir le chapitre V du document publié par la CNUCED sous la cote TD/B/C.I/MEM.2/3 et intitulé «Intégration des politiques relatives aux produits de base dans les stratégies de développement et de réduction de la pauvreté: expériences positives, transparence et responsabilité», note d'information établie pour la Réunion d'experts pluriannuelle sur les produits de base et le développement, tenue à Genève du 3 au 5 mars 2009.

⁸ CNUCED et PNUE (2008). *Organic Agriculture and Food Security in Africa*. Publication des Nations Unies. UNCTAD/DITC/TED/2007/15. New York et Genève.

par l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires⁹ montre que d'ici à 2080, les rendements agricoles des pays en développement pourraient avoir diminué de 15 %. Toutefois, culture par culture et pays par pays, notamment en Afrique subsaharienne, la baisse pourrait être bien plus considérable. En effet, bien que l'Afrique soit le continent qui ait la part de responsabilité la plus faible dans les changements climatiques, les préjudices économiques qu'elle sera appelée à subir risquent d'être très importants. Le coût annuel de l'adaptation pourrait représenter entre 5 et 10 % du produit intérieur brut (PIB) du continent.

38. Il faudra adopter une approche plus intégrée du développement pour faire face aux problèmes engendrés par les changements climatiques dans les pays tributaires des produits de base, notamment en Afrique. Une telle approche permettrait de relever l'un des plus grands défis du développement: porter remède à une série de vulnérabilités socioéconomiques interdépendantes qui freinent les perspectives de croissance et exposent les pays tributaires des produits de base à des chocs qu'ils n'ont pas les moyens de gérer. Parmi ces vulnérabilités, il convient de citer notamment l'étroitesse de la base économique, l'accès limité aux ressources financières, l'insécurité alimentaire persistante et la médiocrité des conditions sanitaires que seuls la mobilisation et l'investissement de ressources considérables parviendront à corriger.

39. Pour mettre au point une approche de ce type, il faudrait d'abord évaluer les vulnérabilités locales face aux menaces climatiques existantes, y compris leur variabilité et les phénomènes extrêmes, et déterminer dans quelle mesure les politiques et les pratiques en vigueur dans le domaine du développement ont contribué à réduire ou, au contraire, à aggraver ces vulnérabilités. Toutefois, parce qu'on ne satisfera les besoins d'adaptation des pays tributaires des produits de base que moyennant des investissements très lourds, notamment pour diversifier l'activité économique, l'aide de la communauté internationale, et notamment un accès prévisible à des sources de financement abordables, sera indispensable au succès de l'initiative. Les pays en développement devraient, pour leur part, donner la priorité à l'élaboration de plans d'adaptation et profiter des compétences des experts dont ils pourront s'assurer les services grâce aux fonds débloqués à cet effet pour élaborer des stratégies mieux intégrées et plus transparentes, fondées sur la consultation étroite et la participation des producteurs comme des consommateurs.

40. Dans le même ordre d'idées, les divergences de vue entre tenants de l'agriculture biologique comme fondement d'un développement agricole durable en Afrique et partisans d'une révolution verte fondée sur la technologie ont aussi été à l'origine de vifs débats. À ce sujet, les études menées conjointement par la CNUCED et par le Programme des Nations Unies pour l'environnement sur la base de 114 cas pris sur le continent africain ont montré que le passage à une production biologique ou quasi biologique permettait d'accroître la productivité agricole de 116 %. Malgré les arguments solides qui plaident en faveur de l'adoption de la biotechnologie pour la révolution verte de l'Afrique, la forte dépendance à l'égard des engrais et d'autres produits agrochimiques importés et la perte de l'agrobiodiversité qui en découle doivent inciter à la prudence. L'éclosion d'initiatives favorables à l'utilisation des technologies et dotées d'importants moyens financiers, telle l'Alliance pour une révolution verte en Afrique, a encore polarisé le débat sur la question de savoir quel était le modèle de développement agricole adapté au continent. Quoi qu'il en soit, la nécessité de s'adapter aux changements climatiques devrait amener les différents acteurs à renforcer les stratégies visant à promouvoir la recherche-développement agricole axée sur l'adaptation – notamment en Afrique, où il existe un écart important entre les rendements effectifs et le potentiel agricole. Il est essentiel de créer des mécanismes

⁹ Von Braun J. (2008). Impact of climate change on food security in times of high energy prices.

internationaux pour soutenir ces projets de recherche-développement et transférer les technologies existantes.

IV. Conclusions

41. On pourrait ramener à quatre le nombre des facteurs qui ont eu le plus d'influence sur l'évolution des prix des produits de base en 2009: la crise financière et économique mondiale; les plans de relance budgétaire adoptés par certains pays de l'OCDE et certains pays émergents pour y faire face; la «financiarisation» des marchés de produits de base; et enfin, les conditions climatiques, s'agissant en particulier des produits agricoles.

42. L'effondrement des cours mondiaux des produits de base a été aggravé par la contraction brutale de la demande des pays développés et de nombreux pays émergents, ce qui a entraîné une forte réduction du volume du commerce international des produits de base. La crise mondiale, qui était tout d'abord une crise financière, s'est propagée au système bancaire qui a pour ainsi dire cessé d'octroyer des crédits, privant d'accès aux moyens de financement les producteurs et les acheteurs de produits de base. L'assèchement du crédit au plus fort de la crise a provoqué une nouvelle contraction du commerce des produits de base, accentuant la plongée des prix.

43. On doit aux plans de relance budgétaire qui ont suivi, en particulier au plan chinois, d'avoir stimulé les prix dans presque tous les groupes de produits de base – produits agricoles, énergétiques, miniers et métaux. Mais comment faire pour soutenir la demande et les prix lorsque les effets de ces plans commenceront de se dissiper, surtout si la reprise économique reste molle? Cette question devrait préoccuper non seulement les producteurs mais aussi la communauté internationale d'aide au développement tout entière. En dernière analyse, toutefois, le soutien apporté à la reprise naissante dépendra jusqu'à nouvel ordre des politiques économique et financière qu'adopteront les pays de l'OCDE et d'autres grandes nations émergentes. Il est donc possible que, dans l'attente d'une reprise économique solide et auto-entretenu, les prix des produits de base restent instables.

44. Au cours des deux dernières années, la «financiarisation» des marchés des produits de base a exacerbé les effets des conditions climatiques sur les prix des produits agricoles mais a aussi eu un fort impact sur les prix des métaux et des minéraux. Ce phénomène est dû au fait que les fonds indiciels sont des fonds composites constitués de contrats à terme portant sur différents types de produits – produits agricoles, pétroliers, minéraux et métaux. Ainsi, des mouvements de prix sur les métaux peuvent déclencher la vente d'un contrat, indépendamment des fondamentaux de l'offre et de la demande sur les marchés de produits de base agricoles par exemple, accentuant l'instabilité des prix. Ces pratiques soulèvent inévitablement la question de savoir comment restreindre l'influence des investisseurs financiers sur les prix, sans nuire au rôle qu'ils jouent dans leur établissement.

45. Enfin, les conditions climatiques continuent d'avoir un effet considérable sur l'offre d'une majorité de produits agricoles, poussant les prix à la hausse ou à la baisse. C'est le cas non seulement dans les pays à faible revenu qui produisent des produits de base, mais aussi dans certains des pays en développement les plus avancés, comme l'Argentine et la Chine. Les manifestations concrètes des changements ou du réchauffement climatiques observés ces dernières années laissent penser que les incidences du climat sur l'offre de produits de base agricoles pourraient devenir préoccupantes. Avec en toile de fond les résultats mitigés de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques, tenue à Copenhague en décembre 2009, les experts souhaiteront peut-être examiner les solutions de remplacement qui peuvent être mises en place aux niveaux national et international pour corriger ou enrayer ce phénomène.

46. Les experts pourraient se pencher sur quelques-uns des problèmes persistants ci-après:

a) Comment s'attaquer aux effets de distorsion du système commercial multilatéral. Un accord de Doha – s'il est finalement conclu – s'y attaquera-t-il de la manière voulue?

b) Existe-t-il de nouvelles initiatives destinées à lever la «malédiction» qui pèse sur les pays dotés de ressources naturelles?

c) Comment améliorer l'information commerciale et les systèmes d'alerte rapide afin que les acteurs du marché et les régulateurs soient dûment avertis de la nécessité de contenir les fluctuations excessives des prix des produits de base?

d) Est-il possible d'établir des prévisions plus précises sur la demande future des différents groupes de produits de base, d'une manière qui permettrait de prendre des décisions d'investissement plus éclairées afin que l'offre soit plus réactive face aux fluctuations de la demande?
